

Impôt sur le revenu

● (1532)

Plusieurs instances ont déjà été faites au gouvernement. On n'a fait aucune publicité autour de ces recommandations, mais elles étaient fermes, valables et basées sur le besoin économiques de l'industrie agricole.

Le gouvernement a été très généreux dans ses négociations commerciales internationales en balançant la sécurité agricole du Canada, au nom de Dieu sait quoi. Bien sûr, cela fait cinq ans que je me répète à la Chambre. Mais je ne m'en excuse pas. On n'a pas reconnu l'importance que revêt l'agriculture pour notre économie ni dans ce budget, ni dans un mini-budget, ni dans un vrai budget, ni dans une seule des mesures présentées par le gouvernement depuis que j'ai le privilège de siéger à la Chambre.

Le ministre des Finances, le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner) ou un autre ministre seraient peut-être intéressés de savoir qu'on pouvait lire en manchette dans un journal de cette semaine que les achats de matériel agricole avaient diminué de un milliard de dollars en 1976 et qu'ils devraient diminué encore davantage en 1977. Cela représente de nombreux emplois de perdus pour les régions industrielles du Canada.

Il y a de quoi inquiéter ceux qui ont des usines de matériel agricole dans leur circonscription. Toutefois, il semble que cela tombe dans l'oreille de sourds. J'en fais mention parce que cela fait voir l'importance primordiale qu'a l'industrie agricole pour l'ensemble de l'économie canadienne.

Je défie le ministre des Finances ou n'importe lequel de ses prédécesseurs ou successeurs, de nier le fait que la courbe de la prospérité canadienne en général est fondamentalement parallèle à celle des revenus de nos agriculteurs, même s'il y a parfois un décalage de six mois.

Lorsque les agriculteurs subissent une baisse de revenu, notre économie nationale décline. On peut prédire l'un à partir de l'autre. Un ministre des Finances qui est incapable de prendre cela en considération lorsqu'il soumet un budget rend un bien mauvais service au pays. Un ministre des Finances qui permet à des négociateurs de le pousser à des réductions, suivant en cela l'exemple des budgets précédents, prépare lui-même sa défaite. Quand ce gouvernement axé sur la consommation commencera-t-il à protéger par des mesures concrètes et constructives les consommateurs, les travailleurs et les agriculteurs, qui tissent la véritable trame sociale de notre société, puisque les trois secteurs qu'ils représentent manifestent des besoins et des tendances parallèles?

Permettez-moi de répéter qu'un milliard de dollars investi dans l'achat d'instruments aratoires, cela représente de nombreux emplois, une somme considérable d'impôts sur le revenu, des recettes imposantes et un apport non négligeable à la société.

Je n'ai pas lu ce rapport de la Commission du tarif, qui m'a été remis hier; je n'ai tout simplement pas eu le temps de passer au travers de centaines de pages de texte, et d'en faire un compte rendu intelligent. Toutefois, à partir des renseignements qui m'ont été fournis avant que je ne reçoive le rapport,

[M. McCain.]

je peux dire aux députés ce dont nous avons besoin, outre ce qui est recommandé dans le rapport.

La première chose que le gouvernement du Canada devrait faire avant de négocier, de céder ou d'accorder quoi que ce soit dans le secteur agricole, c'est d'examiner les barrières douanières imposées par nos partenaires du GATT dans le domaine de l'agriculture et de la pêche.

Les droits perçus sur les produits que le Canada exporte aux États-Unis dépassent de beaucoup à peu près tous les droits perçus par le Canada sur les produits agricoles que nous importons du même pays. On peut faire une comparaison de premier ordre. Avant que nos produits agricoles n'atteignent le marché de la communauté économique européenne, il faut qu'il y ait une grave pénurie d'un produit. Le marché des produits agricoles est à peu près coupé entre la Communauté économique européenne et le Marché nord-américain, que ce soit celui des États-Unis ou du Canada, et la communauté ne laisse entrer que ce qu'elle ne produit pas elle-même ou ce dont elle peut manquer au cours d'une année, comme par exemple les pommes de terre l'an dernier et les pommes cette année. Je prévois que si elle souffre d'une pénurie de pommes, la Communauté économique européenne adoptera un règlement permettant à l'Amérique du Nord de lui vendre ce qui lui est nécessaire pour une année de disette, mais ce n'est qu'en cas de pénurie.

Passons à autre chose. Encore une fois, je me répète car nous entamerons bientôt les négociations du GATT. J'en ai parlé au printemps dernier à la Chambre. J'y reviens encore une fois. J'espère que le ministre en tiendra compte.

Nos partenaires du GATT disposent de mécanismes internes de protection des industries menacées. Aux États-Unis, on le fait par voie législative. On se protège de toute structure tarifaire possible par une clause qui interdit aux négociateurs américains de permettre l'entrée d'un produit qui ferait du tort à une industrie américaine. Cette mesure s'applique à la laine, aux pommes de terre, aux pommes ou à tout produit agricole, ou, à toutes fins pratiques, à tout ce qui est produit aux États-Unis.

Nous n'avons donné ni à nos négociateurs ni à notre pays des garanties sûres. Nous ne sommes protégés que par l'article 19 de notre accord du GATT. Cet article prévoit que si nous imposons des droits de douane sur un produit, et nous pouvons imposer des droits supplémentaires sur un produit en particulier, nous devons en échange consentir des concessions sur un autre produit. Nous devons donc déshabiller Saint-Pierre pour habiller Saint-Paul chaque fois que nous fermons la porte à un produit qui fait du tort à notre industrie au Canada.

Comme nous entamons les négociations du GATT cette année, nous devrions prendre tous les moyens pour donner à nos négociateurs le pouvoir législatif nécessaire pour que nos partenaires commerciaux puissent comprendre que nous voulons et avons besoin d'acheter une partie de leur production, mais que nous ne voulons pas et que nous n'allons pas leur acheter ce qui peut s'avérer nuisible à notre agriculture.

Des voix: Bravo!